

épargnes, l'agent pourrait indiquer le moyen de faire remise de l'argent qu'ils doivent en Angleterre. Nul doute que plusieurs d'entre eux s'empresseraient de rembourser leurs protecteurs. Voici un exemple qui démontre l'utilité d'une pareille manière d'agir. Il n'y a pas longtemps encore, la servante d'un de mes patients me disait qu'elle devait deux louis à une institution de bienfaisance anglaise, et qu'elle ignorait le moyen de lui faire parvenir cette somme. Je pris sur moi de faire l'envoi pour elle et les jours suivants quatre ou cinq autres, qui se trouvaient dans le même cas, vinrent également me trouver pour me prier de leur rendre le même service. Ces immigrants manquaient simplement d'informations.

M. DAVIN.—Les femmes rembourseront, mais non les hommes.

M. McNEILL.—Je suis réellement surpris de la somme de travail faite par le département, vu le peu d'argent qu'il avait à sa disposition. Si le comité veut bien me le permettre, je lirai un extrait de lettre qui donne une bonne idée du champ que nous avons devant nous : " Je suis débordé de demandes d'ouvriers qui veulent immigrer au Canada et désirent qu'on leur en fournisse les moyens. Je ne puis pas leur donner l'argent nécessaire sans espoir d'être remboursé, mais vous pourriez peut-être trouver un certain nombre de cultivateurs ou autres qui ont besoin d'employés et qui consentiraient à avancer le passage ou à en retenir le montant sur le salaire des immigrants en question ; et, dans ce cas, à m'en faire la remise. De la sorte, il y aurait peut-être quelque chose à faire pour ces gens-là." La même lettre me donne les noms de gens qui feraient d'excellents agriculteurs et qui sont disposés à venir avec leurs familles. Nous avons à considérer quel serait le meilleur mode à adopter pour faciliter les remises à faire aux personnes bienfaisantes qui veulent courir le risque de pareils avances, et à décider s'il n'est pas convenable que nous fassions notre part dans cette œuvre de charité.

M. McMILLAN.—Au sujet de cette lettre, je dirai que j'ai passé quatre saisons d'été sur cinq en Angleterre et que j'ai constaté partout qu'on ne fait presque plus de culture de grain, ce qui réduit énormément le nombre des employés de ferme. Si nous pouvions attirer ici cette classe de jeunes gens, ce serait une excellente affaire. La difficulté, c'est de les placer. J'en ai fait venir quelques-uns qui étaient incapables de payer leur passage et ils ont fait d'excellents employés. Au sujet des remises d'argent, le gouvernement pourrait peut-être obliger les bureaux où l'on reçoit et expédie des mandats-poste, se mettre à la disposition personnelle des immigrants qui ont des envois à faire et même de les faire pour eux. La chose pourrait être faite soit par les maîtres de poste soit par les agents du gouvernement ; mais ces derniers ne devraient pas être mis en possession de l'argent. Je crois que le projet serait réalisable, non peut-être au sujet des gens qui immigreront avec leurs familles, à raison de la difficulté qu'ils auraient à faire des épargnes, mais assurément au sujet des jeunes gens qui peuvent aisément disposer de la moitié de leur salaire.

L'hon. M. CARLING.—Je suis convaincu que le gouvernement sera heureux d'engager l'organisation officielle, c'est-à-dire les agents d'immigration, les maîtres de poste, les officiers de douane à rendre tous les services possibles, et de satisfaire sur ce point les désirs de mon ami le général Laurie. La seule chose à laquelle nous nous opposons, c'est de prendre la responsabilité de faire les remises d'argent ; quant au reste, nous sommes prêts à faire tout ce qui nous sera possible pour trouver de l'emploi aux immigrants en question, pour les aider et les diriger dans les envois d'argent qu'ils pourront avoir à faire, pour leur faciliter les moyens de correspondre avec leurs protecteurs, pour leur rendre enfin tous les services qu'ils peuvent attendre de nous. On pourrait utiliser à cet effet l'organisation officielle qui existe déjà, et les députés pourraient aussi nous prêter leurs concours dans leurs comtés. Nous pouvons aussi demander la coopération des municipalités qui peuvent rendre d'importants services. En un mot, nous voulons faire tout ce qui nous est possible pour tenir ces gens en relation avec leurs protecteurs d'Angleterre, mais sans prendre aucune responsabilité au sujet de l'argent.

LE GEN. LAURIE.—Je n'ai jamais prétendu cela. Aujourd'hui, toutefois, on est sous l'impression en Angleterre que le gouvernement du Canada ne veut absolument